

# Interdiction des mines antipersonnel : Rapport d'avancement des travaux



Rapport périodique du Canada sur l'interdiction des mines antipersonnel

Numéro 5, novembre 1997

## Remarques du ministre Axworthy

Je suis très heureux de vous accueillir à Ottawa à l'occasion de la Conférence de signature de la Convention et du Forum d'action contre les mines. J'ai vraiment



Le ministre Axworthy au forum des ONG, à Oslo, en septembre 1997.

Photo : Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

l'impression de me trouver en présence d'amis. Non seulement nous sommes témoins de la signature historique de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines

antipersonnel, et sur leur destruction, mais nous avons nous-mêmes rédigé une nouvelle page de l'histoire. Ensemble, nous avons accompli ce qui, il y a 14 mois à peine, paraissait inaccessible : nous avons réussi à faire en sorte qu'une nouvelle norme internationale contre les mines antipersonnel (AP) soit enchâssée en permanence dans une convention qui a force exécutoire.

Nous participons ensemble à un remarquable effort mondial. En octobre 1996, j'ai mis la communauté internationale au défi de revenir à Ottawa, d'ici à la fin de 1997, pour y signer une convention internationale d'interdiction des mines antipersonnel. Depuis, nos nombreuses pérégrinations à travers le monde, depuis l'Asie jusqu'en Afrique en passant par les Amériques et l'Europe, nous ont donné la preuve indéniable que la coalition que nous avons formée — des gouvernements, des organisations non gouvernementales (ONG), des institutions

internationales et des sociétés civiles — peut mettre en place un programme planétaire et être un agent de changement.

En attribuant le Prix Nobel de la paix à la Campagne internationale contre les mines terrestres et à sa coordonnatrice, Jody Williams, le Comité du Prix Nobel a reconnu ce mouvement unique et dynamique. La décision du Comité traduit la volonté de tous ceux et toutes celles qui, à travers le monde, ont dit clairement qu'ils en avaient assez. Assez du meurtre d'innocents, assez de la mutilation de générations entières. Personne n'a le mieux incarné ce plaidoyer que notre regrettée collègue et amie, Diana, princesse de Galles. Sa voix a su venir à bout de toutes les dissidences pour attirer l'attention du monde entier sur cette question. Les nations ont entendu nos appels collectifs et bon nombre d'entre elles sont venues à Ottawa pour sonner le glas des mines antipersonnel, de façon officielle et permanente.

Depuis le début, le Processus d'Ottawa s'est caractérisé par son ouverture, sa transparence et sa capacité de rassemblement. Grâce aux nouvelles technologies électroniques, nous avons pu

### CONTENU

REMARQUES DU MINISTRE AXWORTHY .....	1
DIFFUSION EN DIRECT DE LA CONFÉRENCE D'OTTAWA VIA <i>PASSAGE</i> .....	3
UN NOUVEAU CD-ROM : <i>LA GUERRE QUI NE FINIT JAMAIS</i> .....	3
DE L'AUTRICHE À OTTAWA .....	4
DES PHOTOGRAPHIES RÉVÈLENT L'HORREUR DES MINES TERRESTRES .....	5
DÉCLARATION PRONONCÉE À LA SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE D'OSLO .....	6
« UNE ARME DU PASSÉ ET UN SYMBOLE DE HONTE » .....	8
DIANA, PRINCESS DE GALLES — UN HOMMAGE .....	10
LE TEMPS EST VENU DE DÉTRUIRE CES ARMES MEURTRIÈRES .....	11





communiquer avec nos partenaires mondiaux, rapidement et à peu de frais, par delà les frontières régionales. Le fait de pouvoir ainsi transmettre les messages clés de la campagne a contribué en très large part à notre succès. Pour souligner cette nouvelle « mondialisation », le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a créé *Passage*, un nouveau site Web qui offrira une couverture RealAudio<sup>MC</sup> de la Conférence. *Passage* donnera à tous ceux que cela intéresse la possibilité de suivre en direct les délibérations de la Conférence dans les six langues officielles des Nations Unies. Je vous invite à vous joindre à nous à l'adresse [www.mines.gc.ca](http://www.mines.gc.ca).

Mais ce traité n'est qu'un début; il nous reste de grands défis à relever. Si nous voulons enrayer cette crise humanitaire, nous devons continuer à faire preuve de la même ténacité, du même engagement et de la même vision qui nous ont amenés à ce moment historique. Pendant 14 mois, nous avons invité les nations à se joindre à nous sur le chemin d'Ottawa. Aujourd'hui, nous exhortons la communauté internationale à aller au-delà et à consacrer ses efforts, une fois la Conférence terminée, au déminage et aux défis à venir.

Quelles sont les tâches qui nous attendent après la signature de la Convention? Une entrée en vigueur rapide et une mise en application effective du traité sont essentielles si nous voulons redonner la santé à des



Le ministre Axworthy dépose symboliquement un soulier lors du tournage du vidéo *Le Voyage*, destiné à promouvoir la CIMT.

Photo : la Croix-Rouge canadienne

***Si nous voulons enrayer cette crise humanitaire, nous devons continuer à faire preuve de la même ténacité, du même engagement et de la même vision qui nous ont amenés à ce moment historique.***

gens et remettre des pays en état. Pendant la Conférence, la participation active d'experts aux tables rondes d'action contre les mines contribuera à imprimer l'orientation voulue aux efforts de déminage. Nous devons aussi mettre l'accent sur les soins et les services de rééducation à prodiguer aux victimes et à leurs communautés. Avec de la persévérance, le chemin à parcourir est tout simplement celui du rétablissement après les ravages d'une arme qui a terrorisé et pris en otage des nations entières.

Les succès obtenus sont le fruit d'un travail soutenu et ces efforts devront être maintenus après la signature de la Convention. Notre persévérance nous permettra de transformer les champs de mines de l'Angola, du Cambodge, du Mozambique et de l'Afghanistan en terres productives qui pourront faire vivre des millions de personnes qui sont actuellement à risque. Pour les centaines de milliers de personnes déplacées, retourner dans leur foyer ne signifiera pas retourner dans un lieu devenu étranger et dangereux mais dans un endroit libre de ce fléau qui chaque jour tue et mutilé.

Je ne verrai peut-être pas le jour où la dernière mine sera retirée du sol, mais je peux vous promettre que d'autres générations le verront. Nous avons déjà progressé vers ce but. Le 3 novembre, j'ai eu le plaisir d'assister, en compagnie du Premier ministre Chrétien, du ministre de la Défense nationale du Canada, Art Eggleton, du Prix Nobel de la paix, Jody Williams, et de représentants d'Action Mines Canada, à la destruction des derniers stocks canadiens de mines antipersonnel.

J'aimerais de nouveau remercier sincèrement tous ceux et toutes celles qui, malgré les nombreux obstacles, ont persévéré sur le chemin qui nous a menés ici, à Ottawa. Soyez les bienvenus.

Lloyd Axworthy  
Ministre des Affaires étrangères du Canada

## DU NOUVEAU ! [www.mines.gc.ca](http://www.mines.gc.ca) Diffusion en direct de la Conférence d'Ottawa via *Passage*

À Oslo, en Norvège, le 18 septembre 1997, 89 représentants de toutes les régions du monde ont conclu des négociations relatives à une convention ayant force obligatoire interdisant l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel. Dans la foulée des négociations d'Oslo, des délégués d'une centaine de pays se rencontreront à Ottawa du 2 au 4 décembre pour signer le traité.

En prévision de cet événement, le ministre des Affaires étrangères du Canada, Lloyd Axworthy, a lancé un nouveau site Web appelé *Passage* ([www.mines.gc.ca](http://www.mines.gc.ca)). Tirant son nom du terme employé par les démineurs pour désigner un passage sûr et exempt de mine, *Passage* renforce les principes fondateurs du Processus d'Ottawa, à savoir une information transparente et accessible sur l'interdiction complète des mines terrestres.

Le site Web *Passage* a été créé afin de tenir les Canadiens et les gens d'ailleurs au courant des efforts déployés par le Canada et la communauté internationale pour régler cette crise humanitaire. *Passage* présente l'étendue et la gravité du problème des mines antipersonnel, ainsi que sur le succès du Processus d'Ottawa, coalition qui regroupe des gouvernements, des ONG et des institutions internationales animés des mêmes sentiments. Son but est d'encourager les visiteurs du site à appuyer l'interdiction mondiale des mines antipersonnel.

*Passage* diffusera en direct en Real Audio\*, via Internet, la conférence de décembre. Les gens de

partout dans le monde qui ont accès au World Wide Web et qui disposent de l'équipement voulu sont invités à écouter *en direct* la transmission des travaux de la conférence. Les déclarations des différents pays et les discours des délégués seront transmis dans les six langues officielles de l'ONU : l'anglais, le français, l'espagnol, le russe, le mandarin et l'arabe.

Les travaux de la conférence seront enregistrés et rendus accessibles via le site Web, tout comme les discussions des tables rondes, les discours et d'autres renseignements. Les délégués, les journalistes et les ONG participantes n'auront qu'à cliquer sur une souris pour consulter la Page de la conférence, où ils trouveront un horaire à jour, les formulaires d'accréditation et des renseignements sur le Centre des congrès d'Ottawa, où se déroulera la cérémonie de signature, le 3 décembre.

Le site *Passage* renferme en outre une galerie de photos virtuelle, un hommage à Diana, princesse de Galles, et des renseignements généraux sur les phases I et II du Processus d'Ottawa, le déminage et l'aide aux victimes. On y trouve également un répertoire de liens avec certains des meilleurs sites connexes sur le Web. Venez-nous voir au [www.mines.gc.ca](http://www.mines.gc.ca).

\* Pour écouter la transmission de la conférence via Internet, il faut disposer d'un ordinateur équipé d'une carte sonore et de haut-parleurs, et du logiciel RealPlayer<sup>MC</sup> de RealAudio<sup>MC</sup>. On peut se procurer le logiciel gratuitement au site *Passage*.

## Un nouveau CD-ROM : *La guerre qui ne finit jamais*

Un nouveau CD-ROM interactif parle de la guerre qui se poursuit après la signature des accords de paix. On y voit des enfants, des femmes et des hommes devenus les otages des mines antipersonnel qui les empêchent de réintégrer leur foyer et de reprendre leur vie normale. On y apprend aussi ce que font les Canadiens pour mettre un terme à cette guerre, en finançant des projets de déminage, en venant en aide aux victimes et en contribuant à la reconstruction de sociétés.

Produit par l'Agence canadienne de développement international, le CD-ROM sera remis aux délégués et aux représentants des médias à la conférence de signature du traité d'interdiction des mines qui se tiendra en décembre à Ottawa.



## De l'Autriche à Ottawa

D'entrée de jeu, j'aimerais féliciter la Campagne internationale contre les mines terrestres (CIMT), qui s'est vu décerner le Prix Nobel de la paix. La décision du Comité du Prix Nobel d'Oslo de souligner cette importante cause répond aux attentes de millions de personnes. Cette coalition mondiale sans précédent, qui œuvre pour l'instauration d'une convention internationale interdisant les mines antipersonnel, a été récompensée.

L'Autriche compte parmi les quelques pays qui ont collaboré avec la CIMT dès le début de ce qui allait devenir le Processus d'Ottawa. Dès 1995, l'Autriche préconisait l'interdiction complète des mines antipersonnel dans le cadre de la conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques, tenue à Vienne. Cette conférence, qui s'est poursuivie à Genève en 1996, n'a pas du tout donné les résultats escomptés. Il fallait donc trouver une autre tribune qui nous permette de créer un nouvel instrument juridique international interdisant l'emploi, le stockage, la production et le transfert de mines antipersonnel et prévoyant leur destruction. Comme les mines antipersonnel continuaient de faire 2 000 victimes par mois, il fallait de toute évidence s'engager sur une voie express, en l'occurrence le Processus d'Ottawa.

J'ai donc accueilli et appuyé sans réserve l'initiative du Canada. L'Autriche a choisi avec

soin la façon dont elle pourrait contribuer d'une manière effective aux préparatifs et aux négociations menant à l'adoption d'un traité d'interdiction complète. Nous avons décidé de rédiger le projet de traité et de trouver un moyen innovateur de poursuivre les consultations relatives au texte.

### *Nous devons chercher encore plus ardemment à atteindre notre but commun et débarrasser le monde du fléau que représentent les mines antipersonnel.*

Le ministre des Affaires étrangères du Canada, Lloyd Axworthy, a chargé l'Autriche de rédiger un projet de convention. Nous avons distribué une première version provisoire du texte en novembre 1996 et demandé qu'on nous soumette des commentaires et des suggestions. Après cette première série de consultations bilatérales, nous avons organisé une réunion d'experts chargés de se pencher sur le texte de la convention. Du 12 au 14 février 1997, 111 États ont discuté de ce texte. À la suite de ces consultations, l'Autriche a révisé le texte en profondeur, puis en a distribué une deuxième version. De nombreux États lui ont de nouveau transmis leurs propositions. La dernière version du projet de convention rédigé par l'Autriche tient compte de ces propositions ainsi que des recommandations formulées lors

de la réunion d'experts sur les questions de conformité, tenue à Bonn en avril.

Ce projet de convention a été examiné à la Conférence de Bruxelles de juin 1996, puis envoyé à la Conférence diplomatique d'Oslo, où il a servi de base pour les négociations. Après que les modifications découlant des négociations d'Oslo ont été apportées, le projet de texte rédigé par l'Autriche est finalement devenu la Convention. Tout cela s'est déroulé en moins d'un an grâce à la participation de plus d'une centaine de pays visant le même objectif : mettre fin aux terribles souffrances causées par les mines antipersonnel.

Au cours de la dernière année, on a vu émerger une vaste coalition au sein de laquelle des parties aux opinions habituellement divergentes ont uni leurs efforts. Cette coalition a prouvé qu'une collaboration efficace peut s'instaurer entre la société civile et les États non seulement lorsqu'il faut exercer des pressions, mais aussi à la table de négociation. La frontière habituelle entre le droit humanitaire et les mesures concrètes de désarmement a été franchie. Des pays de toutes les régions du monde se sont réunis et ont fait avancer le processus, mettant de côté leurs divergences d'opinion à d'autres égards. Ces pays, pour la plupart petits ou de taille moyenne, ont même dû créer les structures et les mécanismes nécessaires. Et ils ont réussi malgré toutes ces

difficultés. Ce qui n'était, au départ, que les considérations morales élevées d'un groupe de pays a fait d'innombrables adeptes. Nul ne doute aujourd'hui que la vaste majorité des États adhéreront à la Convention d'Ottawa.

À l'instar de nombre de mes collègues, je signerai cette convention le 3 décembre à Ottawa, et cela m'inspirera une grande joie. Toutefois, je penserai également aux énormes défis qui nous attendent.

Je suis convaincu que le moment n'est pas venu de relâcher nos efforts. Nous disposons d'une base précieuse sur laquelle nous pouvons faire fond. Cette base englobe la Convention, la vaste coalition

réunissant des États et la société civile, l'élan politique, l'attention accrue suscitée par la crise des mines et finalement la conviction que nous pouvons ensemble éliminer ces « tueurs embusqués ».

Nous devons chercher encore plus ardemment à atteindre notre but commun et débarrasser le monde du fléau que représentent les mines antipersonnel.

Wolfgang Schüssel  
Vice-chancelier de l'Autriche  
et ministre fédéral  
des Affaires étrangères



Prothèses et orthèses fabriquées et ajustées à l'hôpital central de Maputo, au Mozambique.

Photo : Robert Semeniuk

## Des photographies révèlent l'horreur des mines terrestres

Le 26 novembre prochain, le Musée canadien de la photographie contemporaine (MCPC) inaugurera une exposition de photographies consacrée aux personnes et aux lieux ravagés par l'utilisation des mines terrestres. Intitulée *Mines terrestres*, l'exposition réunira des œuvres de Robert Semeniuk, photjournaliste et écrivain primé, qui vit présentement en Colombie-Britannique.

L'exposition *Mines terrestres* est produite par le MCPC avec le soutien de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Sa présentation au Musée coïncidera avec la tenue à Ottawa, du 2 au 4 décembre, de la conférence internationale devant mener à la signature d'un traité d'interdiction des mines antipersonnel. L'exposition restera à l'affiche au musée jusqu'au 25 janvier 1998, après quoi elle circulera à travers le Canada dans le cadre du Programme des expositions itinérantes du MCPC.

Robert Semeniuk offrira une visite commentée de l'exposition le 6 décembre à 14 h.

Communication avec les médias : (613) 991-4793

Les organismes suivants ont donné leur soutien aux photographies et la recherche de Robert Semeniuk pour cette exposition : Comité international de la Croix-Rouge (CICR-Genève), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Cathay Pacific, Centre canadien de déminage international, Vision mondiale, OXFAM, Coopération Canada-Mozambique (COCAMO), Programme de développement Cambodge-Canada.



## Déclaration prononcée à la Séance plénière de clôture de la Conférence diplomatique d'Oslo sur un traité d'interdiction des mines terrestres antipersonnel, le 18 septembre 1997

**Jody Williams,**  
*coordonnatrice de la campagne,*  
*au nom de la*  
**Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres**

Monsieur le Président,

Comme vous vous en êtes probablement douté lorsque la Campagne internationale a donné le signal de l'ovation debout en réponse à l'adoption, hier, de la Convention, nous sommes tout à fait en faveur de ce traité. Nous croyons même que c'est une bénédiction pour le monde.

Les gouvernements ont répondu aux demandes de la population civile et ont agi avec une rapidité sans précédent pour produire un traité qui interdit sans équivoque toutes les mines terrestres antipersonnel.

Nous voulons vous exprimer notre reconnaissance, Monsieur le Président, pour avoir si habilement et efficacement œuvré pour la réussite de cette conférence. Beaucoup de gens ont déclaré que ce traité ne pourrait pas être négocié en l'espace de trois semaines seulement, mais vous avez réalisé cet exploit en moins de temps, Monsieur le Président, et vous nous avez permis de

parvenir à un traité dont nous pouvons tous être fiers.

Je ne puis m'empêcher de penser à cette autre série de négociations, si différentes, sur les mines terrestres, qui ont commencé il y a presque exactement deux ans à Vienne, qui ont avorté après trois semaines, qui ont fait l'objet à deux autres reprises de rencontres de trois semaines supplémentaires et ont finalement abouti au Protocole sur les mines terrestres de la Convention de l'ONU sur les armes classiques, lequel a lamentablement échoué. Depuis, nous avons réalisé des progrès incroyables dans un laps de temps extrêmement court. Nous vous remercions et nous remercions tous les gouvernements d'avoir appuyé ce traité.

Nous désirons aussi exprimer notre reconnaissance à vous-même et aux nombreux gouvernements qui ont bien voulu travailler étroitement avec la Campagne internationale pendant ces semaines et au cours des deux dernières années. Ce partenariat entre les gouvernements et la Campagne internationale est un élément clé du processus d'Ottawa et c'est un partenariat que nous devons maintenir si nous voulons, en dernier ressort, réussir à régler la crise mondiale des mines terrestres.

La réussite de cette conférence justifie le Processus d'Ottawa. Ensemble, nous avons démontré qu'il existe peut-être, depuis la fin de la guerre froide, un nouveau moyen de mener la diplomatie internationale. Cette réalisation est peut-être aussi importante que le traité lui-même et elle devrait nous inciter à faire face, dans un climat de coopération, à d'autres problèmes d'envergure internationale.

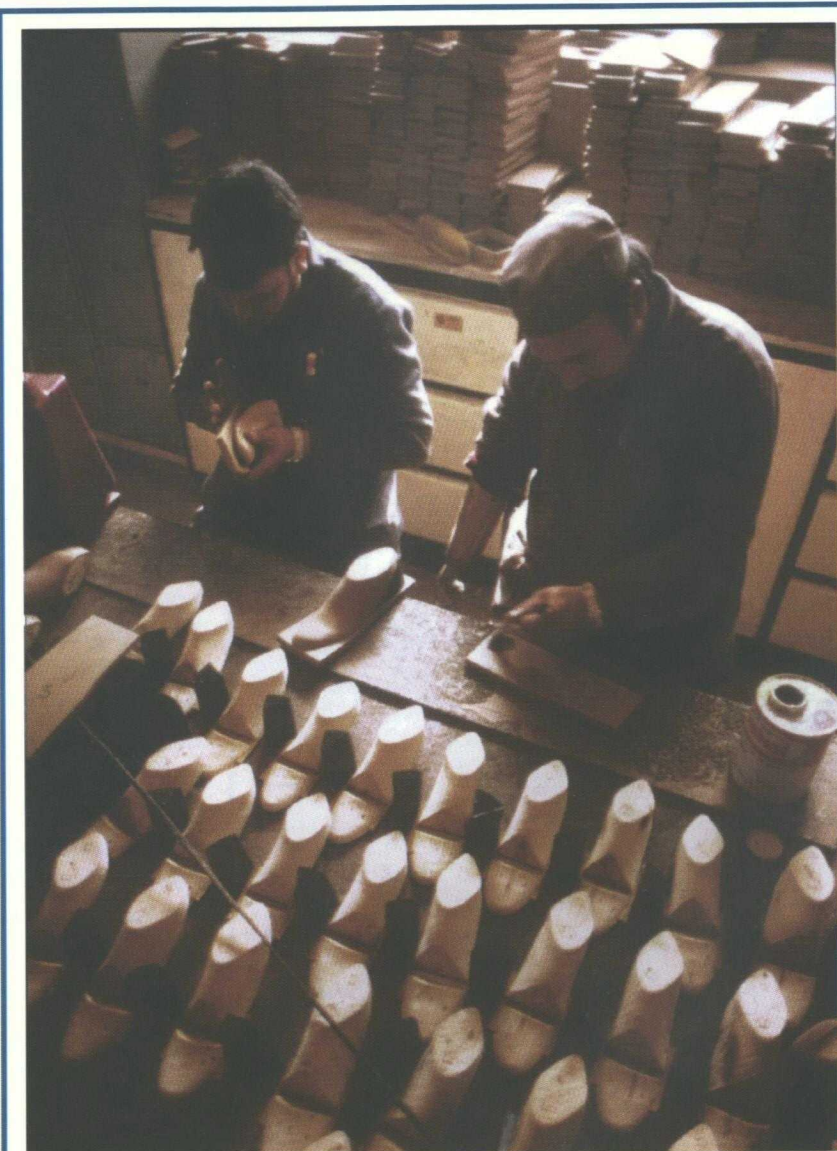
Monsieur le Président, j'aimerais juste ajouter deux commentaires sur les dispositions contenues dans le traité. Premièrement, la Campagne internationale estime qu'il est important de souligner que, tant dans le Groupe de travail sur les définitions que dans le Comité plénier, les délégués ont déclaré, pour mémoire, que les mines antivehicules équipées de dispositifs antimanipulation qui explosent à cause d'un acte innocent et involontaire doivent être considérées comme des mines antipersonnel et donc interdites par ce traité. Deuxièmement, un certain nombre de gouvernements ont aussi indiqué pour mémoire qu'à l'article 3 le nombre minimal absolument nécessaire pour les mines d'entraînement devrait se chiffrer en centaines ou en milliers et non pas en dizaines de milliers ou plus.

Monsieur le Président, ce traité n'est pas parfait, comme ne l'est peut-être aucun document dans lequel on s'est efforcé de tenir compte des intérêts de près de 100 gouvernements. Nous travaillerons avec les gouvernements pour l'améliorer lors des réunions annuelles et de la conférence d'examen. Mais c'est un traité que tous les gouvernements du monde devraient signer à Ottawa en décembre et ratifier le plus tôt possible.

La Campagne internationale a rédigé un plan d'action que j'aimerais vous présenter, Monsieur le Président, ainsi qu'aux délégués. Il contient un programme d'action concertée émanant de plus de 1 000 organisations non gouvernementales, réparties dans 60 pays environ, qui constituent la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres. Leur but est de recueillir le nombre maximal de signataires en décembre, de faire entrer en vigueur le traité avant l'an 2000 — je le répète, le faire entrer en vigueur avant l'an 2000 —, d'en favoriser l'universalisation et d'en surveiller la mise en œuvre — mise en œuvre de ses interdictions et de ses obligations en matière de destruction des réserves et des mines posées, et aussi de l'aide aux victimes.

Le plan d'action établit clairement que nous ne pouvons considérer cette conférence comme une fin. Nous avons en main un très bon traité qui contribuera à éliminer cette arme odieuse qui frappe sans discrimination et aidera ceux dont elle a changé la vie. Mais

une tâche vraiment difficile nous attend. Si nous collaborons, si nous ne nous contentons pas de maintenir notre engagement mais que nous l'intensifions, nous réussirons, comme nous venons de le faire, à interdire vraiment les mines antipersonnel. Je vous remercie.



Tous les employés du centre d'orthopédie sont des victimes des mines, Kaboul, Afghanistan.

Photo : Robert Semeniuk



## « Une arme du passé et un un symbole de honte »

*Le texte suivant est un extrait du discours que le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a prononcé le 3 septembre dernier lors de la conférence diplomatique sur les mines terrestres, qui a eu lieu à Oslo, Norvège.*

Je suis très heureux de m'adresser à vous à ce moment crucial de nos démarches en vue d'une interdiction mondiale des mines antipersonnel. Au nom des Nations Unies, je tiens à remercier le gouvernement de la Norvège, qui accueille cette conférence. Il s'agit de la dernière étape avant l'aboutissement de nos efforts en faveur de la signature de la Convention à Ottawa, en décembre.

Vos discussions, ici, à Oslo, en vue de la rédaction d'une convention qui interdira l'emploi, le stockage, le production et le transfert des mines antipersonnel, montrent que le monde entier est déterminé à ce que ce processus arrive à sa conclusion historique.

L'élimination des mines terrestres est devenue une cause véritablement mondiale, soutenue par les revendications de citoyens de partout, et que les organisations régionales et non gouvernementales n'ont de cesse de promouvoir.

Je me suis engagé à renforcer les liens des Nations Unies avec la société civile. Notre collaboration dans la lutte contre les mines terrestres m'encourage fortement. L'esprit d'initiative du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le dynamisme de la Campagne internationale contre les mines terrestres (CIMT) ont été les moteurs de nos démarches dans ce domaine. La lutte contre l'utilisation des mines terrestres est devenue un modèle de coopération et d'initiative internationales.

Je suis convaincu que nous nous trouvons au seuil d'une nouvelle ère en matière de désarmement. Maintenant que les menaces et les peurs de la guerre froide sont choses du passé, la communauté internationale doit profiter de cette occasion pour changer de cap en ce qui concerne la production d'armes.

Un nouveau consensus se fait jour, selon lequel la prolifération des armes de toutes sortes, qu'il

La Conférence d'Ottawa marquera une étape historique des efforts déployés à notre époque pour le rétablissement de la paix. Je suis fier de dire que j'assisterai, au nom des Nations Unies, à la cérémonie de signature qui se tiendra à Ottawa. Des représentants des laissés-pour-compte, des victimes et des amputés y assisteront à titre symbolique et nous honorerons la mémoire des morts.



Wazir Hammad, 9 ans, blessé par une mine, à l'hôpital Wazir, à Kaboul, en Afghanistan.

Photo : Robert Semeniuk

s'agisse de l'armement de destruction massive ou des armes légères, constitue en soi une menace à la paix. Nous devons faire en sorte que les mines terrestres deviennent une arme du passé et un symbole de honte.

La conférence de juin [Bruxelles] a permis de jeter des bases solides. Quatre-vingt-dix-sept pays ont annoncé leur appui au Processus d'Ottawa et ont accepté de négocier les termes d'un traité international, que l'on signera en décembre.

Dans mon message à la conférence de Bruxelles, je demandais qu'on saisisse l'occasion de supprimer cet ennemi invisible. J'ai également promis, comme je le fais aujourd'hui, l'appui et l'engagement des Nations Unies en faveur d'une interdiction totale.

Si je fais cette promesse, ce n'est pas seulement parce que l'utilisation d'une arme dont la majorité des victimes sont des femmes et des enfants est fondamentalement immorale. C'est aussi parce que le fléau des mines terrestres touche tous les aspects du travail des Nations Unies : depuis la paix et la sécurité jusqu'au développement en passant par la santé.

L'interdiction totale des mines antipersonnel mettra un terme à un aspect seulement de notre lutte. L'enlèvement des millions de mines déjà posées n'est pas moins important.

Chaque mine qu'on enlève peut sauver une vie. Cependant, nous savons que, pour chaque

centaine de milliers de mines enlevées chaque année, on pose entre deux et cinq millions de mines additionnelles. La présence, ou même la peur de la présence, d'une seule mine peut empêcher la culture de tout un champ, privant ainsi une famille, ou parfois un village entier, de son moyen de subsistance. Les mines terrestres demeurent l'obstacle le plus meurtrier et le plus destructeur à notre travail dans les sociétés qui sortent d'un conflit.

Qu'il s'agisse de la reconstruction de l'infrastructure, de la réfection des maisons ou, surtout, du retour des réfugiés, les mines terrestres constituent l'ennemi numéro un. Dans des pays aussi différents que l'Angola, le Cambodge et la Bosnie, nous voyons comment leur présence sape pendant de nombreuses années le long et difficile travail de reconstruction.

Bien sûr, les civils sont les principales victimes des mines, mais nous ne devons pas oublier que celles-ci mettent en péril le travail même de maintien et de rétablissement de la paix.

Vous vous êtes lancés dans une mission qui suscite un véritable espoir. L'horreur universelle qu'engendre l'utilisation des mines terrestres atteint des niveaux sans précédent.

Même dans les milieux militaires, on est de plus en plus convaincu que ces engins menacent autant la sécurité de ceux qui les posent que celle de tout autre personne. On s'entend, en outre, de plus en plus sur le

rôle marginal qu'elles jouent sur le plan stratégique, et sur le fait que, dans le nombre croissant de conflits aux limites mal définies, les champs de mines défensifs nuisent davantage aux activités opérationnelles qu'ils ne les facilitent.

***Les mines terrestres demeurent l'obstacle le plus meurtrier et le plus destructeur à notre travail dans les sociétés qui sortent d'un conflit.***

En fin de compte, c'est le développement que le fléau des mines terrestres prend en otage. Trop souvent, les pays en développement sont aux prises avec deux plaies : la pauvreté et la guerre. Or, les mines terrestres sont les vestiges les plus durables et les plus destructeurs de la guerre. Sans leur élimination, les réfugiés ont moins de chance de retourner chez eux, les champs abandonnés resteront moins accessibles, et la paix demeurera hors de portée.

Voilà pourquoi votre travail est si important; voilà pourquoi votre objectif d'en arriver à une interdiction totale suscite autant d'espoir chez des millions de personnes en danger dans le monde, des civils tout autant que des soldats. Je salue votre clairvoyance et attends avec impatience votre venue à Ottawa.



*Diana, princesse de Galles***Hommage à la bénévole la plus efficace du monde**

Lorsque j'ai rencontré la princesse de Galles pour la première fois dans les années 80, j'étais directeur du Royal National Institute for the Deaf et elle était présidente d'honneur de la Commonwealth Society for the Deaf. Notre premier contact avec le milieu des malentendants a eu lieu en même temps et nous avons décidé d'apprendre le langage gestuel. Elle voulait montrer aux malentendants qu'ils comptaient pour elle et trouvait important de pouvoir communiquer avec eux dans leur propre langage. La communication jouait un rôle essentiel dans sa vie. Elle pouvait communiquer pour ainsi dire avec n'importe qui, avec un chef d'État comme avec une victime de mines terrestres.

***L'interdiction complète des mines terrestres est un hommage permanent et des plus approprié à son action.***

J'ai commencé à travailler à la Croix-Rouge en janvier 1991, juste avant la guerre du Golfe, et j'ai été heureux de découvrir que la Princesse Diana parrainait la Croix-Rouge de la jeunesse. Elle était déjà très engagée, mais elle avait beaucoup plus à offrir à la Croix-Rouge. À notre première réunion, elle a exprimé le désir de collaborer à nos programmes internationaux et à d'autres

programmes au Royaume-Uni. J'ai eu la chance de me rendre avec elle à plusieurs endroits, au Royaume-Uni comme à l'étranger.

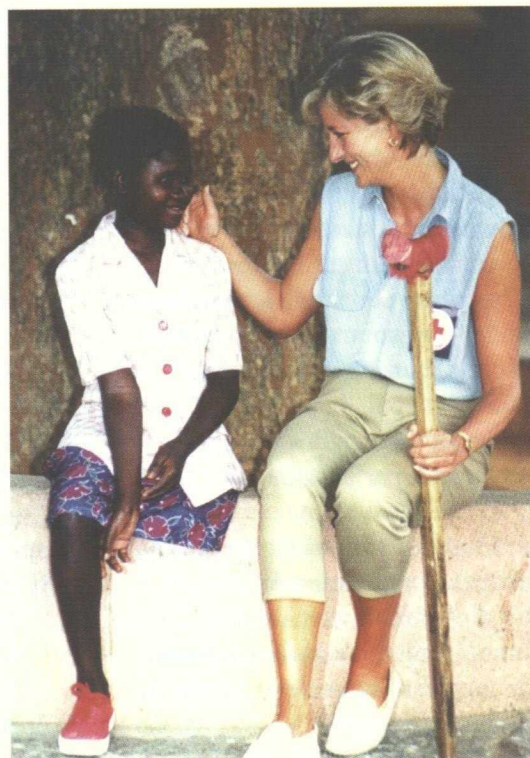
Mon premier déplacement à l'étranger avec la Princesse a été notre visite de la Croix-Rouge en Hongrie, à la frontière croate. Elle s'est entretenue avec des réfugiés croates, et je n'ai pu m'empêcher de remarquer l'effet qu'elle a eu sur Pietre, un jeune garçon séparé de ses parents. Elle lui a témoigné tant de bienveillance et d'appui que, à son départ, il avait regagné espoir en l'avenir. Lors de ma deuxième visite dans cette région, j'ai revu Pietre, qui m'a rappelé l'effet qu'elle avait produit sur lui.

Le point culminant de ces déplacements a été la visite en Angola plus tôt cette année. La Princesse m'a appelé pour parler des mines terrestres. Elle avait reçu beaucoup d'information à ce sujet de la Croix-Rouge et d'autres organisations. Elle voulait savoir si la situation était vraiment tragique ou non. Après que je lui ai expliqué la situation, elle était convaincue de pouvoir offrir une réelle contribution.

Le voyage en Angola constituait le premier déplacement de Diana en service commandé, mais

cette visite a eu un effet retentissant. On m'a dit que plus de 90 millions de personnes avaient regardé le documentaire *Diary of a Princess*. Je crois qu'il s'agit d'une évaluation modeste, car ce documentaire a été diffusé trois fois au Royaume-Uni. La nature affable de la Princesse et son doigté avec les médias lui ont permis d'attirer l'attention sur une cause qu'elle avait vraiment à cœur.

La dernière visite que j'ai effectuée en sa compagnie a été à Washington, en juillet, où nous avons lancé la Campagne de la Croix-Rouge américaine pour les mines antipersonnel. À titre d'invitée d'honneur à cette

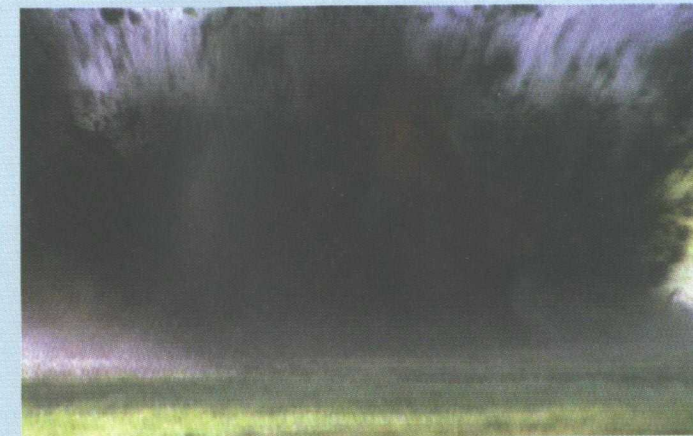


Diana, princesse de Galles, réconforte une jeune victime en Angola.

Photo : Haut-commissariat de Grande-Bretagne, Ottawa

## Le temps est venu de détruire ces armes meurtrières

Le 3 novembre dernier, le Canada a fait exploser ses dernières mines terrestres antipersonnel dans une démonstration spectaculaire de l'engagement du Canada à respecter le traité bannissant ces armes.



La lauréate du Prix Nobel de la paix et coordonnatrice de la Campagne internationale contre les mines terrestres, Jody Williams, le Premier ministre Jean Chrétien, le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy et le ministre de la Défense nationale Art Eggleton ont assisté à l'événement, qui s'est déroulé au Polygone de Connaught, près d'Ottawa.

« Si nous voulons jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale, il est important que les Forces canadiennes donnent l'exemple, a déclaré le ministre Eggleton. Et c'est pour donner l'exemple que les 100 dernières mines antipersonnel ont été apportées ici aujourd'hui. »

Au cours de la dernière année, les militaires canadiens ont détruit la plupart des 30 000 mines terrestres antipersonnel qui faisaient partie de leur arsenal. Ils en avaient déjà détruit 63 000 en 1996.

Conformément aux dispositions du traité, les Forces canadiennes ont conservé moins de 2 000 mines antipersonnel, qui serviront à la recherche et au développement en matière de détection et d'enlèvement des mines, ainsi qu'à l'enseignement des opérations de déminage au personnel militaire. Les militaires canadiens continueront d'entraîner du personnel aux techniques de déminage dans des endroits comme le Cambodge et la Bosnie, tout comme ils l'ont fait en Afghanistan, au Koweït et au Rwanda au cours des dernières années.

Le ministre Eggleton a déclaré que les Forces canadiennes transmettaient ainsi un important message à leurs homologues du monde entier, c'est-à-dire que le temps est venu de détruire ces armes meurtrières.

activité de collecte de fonds, la princesse Diana a contribué à la collecte de 650 000 \$. Qui d'autre pourrait en faire autant?

Si elle était encore en vie aujourd'hui, elle continuerait d'œuvrer pour le bien-être de l'humanité. Son amour des autres et son désir de se consacrer aux causes qu'elle jugeait importantes la poussaient à toujours faire plus.

J'ai du mal à croire qu'elle est morte et qu'elle ne prendra plus le téléphone pour discuter de sa dernière idée. Nous lui devons énormément. Elle me manque beaucoup, tout comme elle manquera au mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge partout dans le monde.

Mike Whitlam  
Directeur général,  
La Croix-Rouge britannique



# AP Mine Ban: Progress Report



Regular Report Provided by Canada on the Anti-personnel Mine Ban

Number 5, November 1997

## A Note from Minister Axworthy

It is with the greatest pleasure that I welcome you to Ottawa for the Treaty Signing Conference and Mine Action Forum. I truly feel that I am among friends.



Minister Lloyd Axworthy at Oslo NGO Forum, September 1997.

Photo: Department of Foreign Affairs and International Trade

Not only are we witnesses to the historic signing of the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-personnel Mines and on their

Destruction; we have made history. Together, we have done nothing short of what was, only 14 months ago, considered impossible — we have ensured that a new international norm against anti-personnel (AP) mines is permanently encoded in a legally binding treaty.

We have participated in a remarkable global effort. In October 1996, I issued a challenge to the world to return to Ottawa to sign an international treaty to ban mines by the end of 1997. Since then, we have criss-crossed the globe from Asia to Africa, the Americas and Europe. In the process, we have gained undeniable proof that this coalition of governments, NGOs, international institutions and civil society can set a global agenda and effect change.

The Nobel Committee has recognized this unique and dynamic effort by awarding the Nobel Peace Prize to the International Campaign to Ban Landmines and its co-ordinator, Jody Williams. The Committee's decision echoed the voices of people the world over that have clearly said, "Enough killing of innocent victims." No one embodied that plea more than our late colleague and friend, Diana, Princess of Wales. Her voice rose against all dissent to bring this issue to the world's attention. Nations heard our collective voice, and many have come to Ottawa to strike a solemn and permanent blow against AP mines.

From its inception, the Ottawa Process has been open, transparent and inclusive. New electronic technologies have enabled us to communicate with our global partners rapidly, inexpensively and across regional boundaries. This transmission of key campaign messages was crucial to our success. In commemorating this new "globalization," the Department of Foreign Affairs and International Trade has launched *Safe Lane*, a new Web site

### WHAT'S INSIDE

A WORD FROM MINISTER AXWORTHY .....	1
THE OTTAWA CONFERENCE: BROADCAST LIVE OVER <i>SAFE LANE</i> .....	3
<i>THE WAR THAT NEVER ENDS</i> CD-ROM .....	3
FROM AUSTRIA TO OTTAWA .....	4
PHOTOGRAPHS REVEAL THE HORROR OF LANDMINES .....	5
STATEMENT TO THE CLOSING PLENARY OF THE OSLO DIPLOMATIC CONFERENCE .....	6
'A WEAPON OF THE PAST AND A SYMBOL OF SHAME' .....	8
DIANA, PRINCESS OF WALES — A TRIBUTE .....	10
THE TIME TO DESTROY THESE WEAPONS IS NOW .....	11





featuring RealAudio™ coverage of the Conference. *Safe Lane* will allow people from around the world to listen to live Conference proceedings in the six official United Nations languages. I encourage you to join us at [www.mines.gc.ca](http://www.mines.gc.ca).

But the treaty is only the beginning; serious challenges remain. If we are to rid the world of this humanitarian crisis, we must proceed with the same tenacity, commitment and vision that have brought us to this historic point. For 14 months we have been calling upon nations to join us on the Road to Ottawa. Now, we appeal to the global community to look beyond December to the ongoing efforts to eliminate AP mines.

What lies beyond the signature of a ban treaty in Ottawa? Early entry into force and effective implementation will be crucial if people and countries are to become healthy again. During the Conference, the active participation of experts in the Mine Action Roundtables will help to provide us with the direction needed as we grapple with the removal of these weapons. We must focus on the care and rehabilitation of victims and their

***If we are to rid the world of this humanitarian crisis we must proceed with the same tenacity, commitment, and vision that have brought us to this historic point.***

communities. With persistence, the road beyond is quite simply the road to recovery from a weapon that has terrorized and held hostage entire nations.

The achievements to date have been accomplished by hard, dedicated work. However, we should expect nothing less in the years following the treaty signing. Our perseverance will work its transformations in the minefields of Angola, Cambodia, Mozambique and Afghanistan, reclaiming productive lands, thereby supporting the lives and livelihoods of millions of people currently at risk. For hundreds of thousands of displaced people, the return home will no longer mean returning to a strange and dangerous place but, rather, a place free of this scourge that kills and maims people every day of every year.

In my lifetime, I may never see the last remaining AP mine pulled from the ground but I can promise you that there will be a generation that will. We are already making progress. On November 3, I was pleased to stand with Prime Minister Chrétien, Canada's Minister of National Defence, Art Eggleton, Nobel Laureate, Jody Williams, and representatives from Mines Action Canada to witness the destruction of the last remaining Canadian stockpiles of anti-personnel mines.

Again, I would like to extend my heartfelt thanks to those who have persevered against all obstacles and walked this road to Ottawa. I welcome you.

Lloyd Axworthy  
Minister of Foreign Affairs, Canada



Minister Axworthy places symbolic shoe on pile during production of "Journey" ICRC advocacy video.

Photo: Canadian Red Cross

**NEW! [www.mines.gc.ca](http://www.mines.gc.ca)**

## The Ottawa Conference: Broadcast Live over *Safe Lane*

On September 18, 1997, in Oslo, Norway, 89 representatives from around the world concluded negotiations of a legally binding convention banning the production, stockpiling, use and transfer of anti-personnel (AP) mines. As a result of the Oslo negotiations, delegates from approximately 100 countries will be in Ottawa from December 2 to 4 to sign the treaty.

In advance of the December treaty signing, Canada's Minister of Foreign Affairs, Lloyd Axworthy, launched a new Web site called *Safe Lane* ([www.mines.gc.ca](http://www.mines.gc.ca)). Taking its name from deminers' vernacular for a safe path, clear of mines, *Safe Lane* continues to reinforce the founding principles of the Ottawa Process, namely, open and accessible information on the global ban on landmines.

The purpose of the *Safe Lane* Web site is to keep Canadians and global audiences informed of the efforts being made by Canada and the international community to address this humanitarian crisis. The site provides information on the scope and severity of the AP mine problem, as well as on the success of the Ottawa Process, a coalition of like-minded governments, non-governmental organizations (NGOs) and international institutions. The goal is to encourage site visitors to support a worldwide ban on AP mines.

*Safe Lane* features a RealAudio\* live broadcast, over the Internet, of the December Conference

proceedings. People around the world who have access to the World Wide Web and the proper equipment, are invited to listen *live* to Conference proceedings. Broadcasts of national statements and delegate speeches will be carried in all six official UN languages: English, French, Spanish, Russian, Mandarin and Arabic.

Conference proceedings will be recorded and accessible on the Web site, as will roundtable discussions, speeches and other information. With the click of a mouse, delegates, media and attending NGOs can gain access to the Conference page for up-to-date conference schedules, conference accreditation forms and other information on the Ottawa Conference Centre, where the signing ceremony will take place on December 3.

Other features of the *Safe Lane* Web site include a virtual photograph gallery, a dedication to Diana, Princess of Wales, background information on the Ottawa Process I & II, and information on mine clearance and victim assistance. *Safe Lane* also provides a directory of links to some of the best related sites on the Web. Visit us at [www.mines.gc.ca](http://www.mines.gc.ca).

\*RealAudio™ software RealPlayer™, a sound card and speakers are needed to listen to the Internet broadcast. This software will be available free of charge from the *Safe Lane* site.

## The War That Never Ends CD-ROM

A new interactive CD tells the story about the war after the peace accords are signed. It is the story of children, women and men held hostage by anti-personnel landmines that prevent them from returning home and getting on with their lives. It is also the story of what Canadians are doing to end that war by supporting local initiatives to remove the mines, assist victims and rebuild communities.

Produced by the Canadian International Development Agency, the CD-ROM will be distributed at the December treaty-signing conference in Ottawa to delegates and media representatives.

Min. des Affaires extérieures  
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETROURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

5455862



## From Austria to Ottawa

At the outset, I would like to congratulate the International Campaign to Ban Landmines (ICBL) for winning the Nobel Peace Prize. The decision taken by the Nobel Committee in Oslo honouring this worthy cause corresponds to the expectations of millions of people. This unprecedented worldwide coalition working toward a global convention to ban anti-personnel (AP) mines has been rewarded.

Austria was among the few countries that worked with the ICBL from the beginning of what has become known as the Ottawa Process. As early as 1995, Austria was pursuing a total ban on AP mines through the CCW Review Conference, held in Vienna. The results of this conference, which continued in Geneva in 1996, clearly fell short of this objective. Another forum had to be found — a forum that allowed us to create a new international legal instrument banning the use, stockpiling, production and transfer of anti-personnel mines, as well as their destruction. As AP mines continue to take 2000 mine victims every month, it was clear that a fast track — the Ottawa Process — was needed.

Therefore, I welcomed and fully supported the Canadian initiative. Careful

consideration was given to how Austria could contribute effectively to the preparations and negotiations leading to the adoption of a total ban treaty. Our answer was to provide the draft for the treaty, and to devise an innovative way to pursue consultations on the text.

***We should pursue, even more vigorously, our common goal — to rid the world of the evil of anti-personnel mines.***

Canada's Foreign Affairs Minister, Lloyd Axworthy, tasked Austria with the elaboration of a draft convention. Austria distributed its first tentative version in November 1996, requesting comments and suggestions. After this first round of bilateral consultations, Austria hosted an Expert Meeting on the Text of a Total Ban Convention. From February 12 to 14, 1997, 111 states discussed the text of the treaty. Following these consultations, a thorough review was undertaken by Austria, and a second version of the treaty was distributed. Anew, many states transmitted their proposals to Austria. These proposals, with the

recommendations of the Expert Meeting on Compliance held in Bonn in April, are reflected in the final version of the Austrian draft.

The Brussels Conference, held in June 1996, considered the Austrian draft and forwarded it to the Oslo Diplomatic Conference where it served as the basis for negotiations. After amendments were made during the Oslo negotiations, the Austrian draft finally became the Convention. All of this was completed within a year, and was only made possible by the participation of more than 100 countries united behind one objective — to end the tremendous human suffering caused by AP mines.

During the past year, a broad coalition has emerged that cuts across most traditional dividing lines. It has proved that civil society can meaningfully interact with states, not only in building public pressure, but also at the negotiating table. Customary delineations between humanitarian law and concrete disarmament measures have been surmounted. Countries from all regions gathered and propelled the process, putting aside different views they might have had on other matters. Those countries,

most of them small and medium-sized states, even had to create the necessary structures and mechanisms. And in spite of all of these challenges, they have succeeded. What started out as a group of states taking the high moral ground became mainstream. Today, there is no doubt that an impressive majority of states will adhere to the Ottawa Convention.

In Ottawa, on December 3, I will sign the Convention with so many of my colleagues. For me, this will be an elating moment. But I will also think of the vast challenges still lying ahead of us.

I am strongly convinced that it would be wrong to relent in our efforts now. We have a valuable foundation on which we can build. This foundation encompasses the Convention, the broad coalition of states and civil society, political momentum, the increased focus on the mine crisis and, lastly, the knowledge that together, we can overcome these "hidden killers."

We should pursue, even more vigorously, our common goal — to rid the world of the evil of anti-personnel mines.

Wolfgang Schüssel  
Austrian Vice-Chancellor  
and  
Federal Minister for  
Foreign Affairs



Prosthetics and orthotics made and fitted at Central Hospital, Maputo.  
Photo: Robert Semeniuk

## Photographs reveal the Horror of Landmines

On November 26, the Canadian Museum of Contemporary Photography (CMCP) will open an exhibition of photographs that document the people and places ravaged by landmines. The exhibition, entitled *Landmines*, features the work of Robert Semeniuk, an award-winning photojournalist and author who is currently based in British Columbia.

*Landmines* was produced by the CMCP with the support of the Canadian International Development Agency (CIDA). It will be shown at the museum concurrently with the December 2-4 conference in Ottawa, at which the international treaty to ban the use of anti-personnel mines will be signed. The exhibition will continue until January 25, 1998, when it will be circulated across Canada as part of the CMCP's Travelling Exhibitions Program.

Robert Semeniuk will be at the CMCP on December 6 at 2 pm to conduct a tour of the exhibition.

Media Contact: (613) 991-4793.

The following organizations supported Robert Semeniuk's photography and research for this exhibition: International Committee of the Red Cross (ICRC—Geneva), United Nations Development Program (UNDP), United Nations Children's Fund (UNICEF), United Nations High Commission for Refugees (UNHCR), Cathay Pacific, Canadian International Demining Centre, World Vision, Oxfam, Co-operation Canada-Mozambique (COCAMO), Cambodia-Canada Development Program.



## Statement to the Closing Plenary of the Oslo Diplomatic Conference on a Treaty to Ban Anti-personnel Landmines, September 18, 1997

by Jody Williams,  
Campaign Co-ordinator,  
on behalf of the  
International Campaign  
to Ban Landmines

Mr. President,

As you probably surmised when the International Campaign led the standing ovation upon the adoption of the Convention yesterday, we strongly support the treaty. Indeed, we believe it is a gift to the world.

Governments have responded to the demands of the civil society, and have come together with unprecedented speed to produce a treaty that unambiguously bans all anti-personnel landmines.

We want to express our appreciation to you, Mr. President, for your extremely skilful and effective leadership in bringing this conference to a successful conclusion. Many said that this treaty could not be negotiated in just three weeks, but you have done it with time to spare, Mr. President, and have guided us toward a treaty of which we can all be proud.

I cannot help but think of the contrast with another set of landmine negotiations that began almost exactly two years ago in Vienna, which self-destructed after three weeks, reconvened twice more for another three weeks, and ultimately resulted in the fatally flawed CCW Landmines Protocol. We have come an incredible distance in an incredibly short time since then. We thank you, and we thank all of the governments that support this treaty.

We also want to express our appreciation to you and to the many governments that have been willing to work closely with the International Campaign over these weeks and during the past two years. This partnership is a key element of the Ottawa Process, and it is a partnership we must sustain if we are ultimately to be successful in dealing with the global landmine crisis.

The success of this Conference has validated the Ottawa Process. Together, we have shown that there can be a new way of conducting international diplomacy in the post-Cold War period. This accomplishment is

perhaps as important as the treaty itself, and should embolden us to co-operatively attack other problems on the international scene.

Mr. President, I would like to make just two comments on the provisions in the treaty. First, the International Campaign thinks it is important to stress that, in both the Working Group on Definitions and in the Committee of the Whole, delegates made it clear, for the diplomatic record, that anti-vehicle mines equipped with anti-handling devices that explode from an innocent, unintentional act are to be considered as anti-personnel mines, and therefore banned by this treaty. Second, we stress that a number of governments also indicated, for the diplomatic record, that in Article 3, the "minimum number absolutely necessary" for training mines should be hundreds or thousands, not tens of thousands or more.

Mr. President, this treaty is not perfect, as perhaps no document can be that has tried to accommodate the interests of nearly

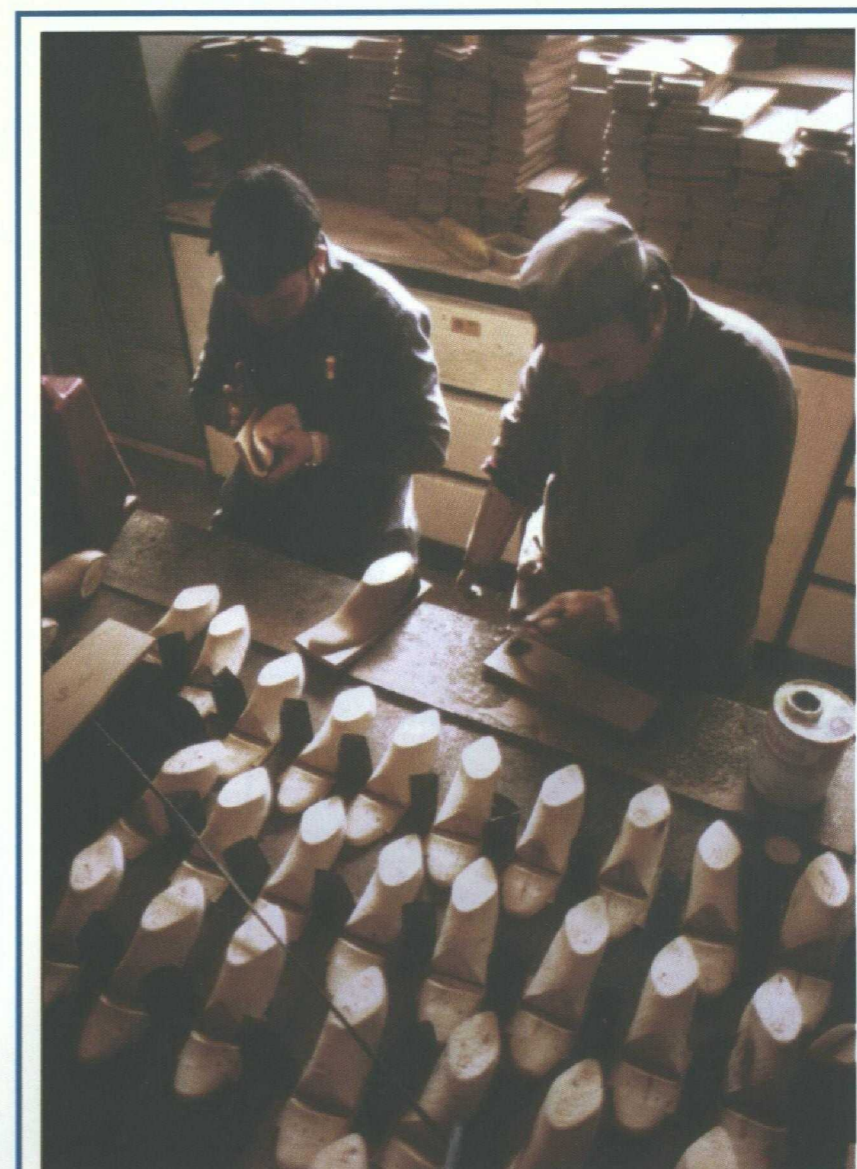
100 governments. We will work with governments to improve it at the annual meetings and the review conference. But it is a treaty that every government of the world should sign in Ottawa in December, and ratify as rapidly as possible.

The International Campaign has drafted an action plan that I would like to present to you and the delegates, Mr. President. It lays out an agenda for concerted action, by more than 1000 non-governmental organizations in approximately 60 countries that make up the International Campaign to Ban Landmines, in getting the maximum number of signatories in December and in getting this treaty entered into force before the year 2000 — I repeat, entered into force before the year 2000 — in promoting universalization of the treaty, and in monitoring its implementation, its prohibitions, and its requirements for destruction of stockpiles and emplaced mines, and for assistance to victims.

The action plan makes it clear that we cannot treat this conference as the end game. We have produced a very

good treaty that will provide the baseline for eradicating the weapon and aiding those whose lives have forever been changed by this insidious, indiscriminate weapon. But the really hard work lies ahead. If we work together, if we not only maintain but

increase our commitment, we will be successful in the future, as we have been successful here, in truly banning anti-personnel landmines. Thank you.



All workers at orthopedic centre are landmine victims, Kabul, Afghanistan.  
Photo: Robert Semeniuk



## “A Weapon of the Past and a Symbol of Shame”

*The following is an excerpt from the address by United Nations Secretary-General Kofi Annan to the Diplomatic Conference on Landmines, in Oslo, Norway on September 3*

It gives me great pleasure to address your meeting at this vital point in our efforts to

achieve a worldwide ban on anti-personnel mines. On behalf of the United Nations, I wish to thank the Government of Norway for hosting this Conference. It is the last step before the final culmination of your efforts in the signing of the Convention in Ottawa in December.

The Ottawa Conference will be a historic event in the peacemaking efforts of our time, and I am proud to say that I will be attending the signing ceremony in Ottawa on behalf of the United Nations. This Conference will be attended by symbolic representatives of the voiceless, the victims and the maimed. The memory of those who have died will be honoured.

Your deliberations

here in Oslo — aiming to complete a convention on the prohibition of the use, stockpiling, production and transfer of anti-personnel mines — represent the worldwide determination to see this process to its historic conclusion.

The elimination of landmines has become a truly global cause, propelled by the demands of citizens everywhere and promoted tirelessly by regional and non-governmental organizations.

I have committed myself to strengthening United Nations ties with civil society, and I am greatly encouraged by our co-operation in the struggle against landmines. In this area, in particular, the leadership of the International Committee of the Red Cross (ICRC) and the energy of the International Campaign to Ban Landmines (ICBL) have been the driving forces. The fight against landmines has become a model of international co-operation and action.

I believe we stand at the edge of a new age of disarmament. With the threats and fears of the Cold War behind us, the international community must seize the moment to turn the tide on the production of arms.

There is a new and growing consensus that the proliferation of arms of all kinds — whether they be weapons of mass destruction or small arms — inherently constitutes a threat to peace. We must make landmines a weapon of the past and a symbol of shame.

The foundation that was built at the June Conference [Brussels] is a solid one. Ninety-seven countries announced their support for the Ottawa Process and agreed to negotiate the terms for an international treaty to be signed in December.

In my message to the Brussels Conference, I urged that we seize the opportunity to eradicate this invisible enemy. I also pledged, as I do today, the support and the commitment of the United Nations toward the aim of a total ban.

I do so not only because the use of a weapon whose victims are overwhelmingly women and children is fundamentally immoral. I pledge our support also because the curse of landmines affects every aspect of the work of the United Nations — from peace and security, to health and to development.

A total ban on anti-personnel mines will mark the end of only one aspect of our

fight against landmines. No less important is the removal of millions of mines that have already been laid.

***Landmines remain the most deadly and destructive obstacles to our work in post-conflict societies.***

Each mine cleared may mean a life saved. But we know also, that for every 100,000 mines cleared a year, between two and five million mines are laid at the same time. The presence — or even the fear of the presence — of just one landmine can prevent the cultivation of an entire field, robbing a family or perhaps an entire village of its livelihood. Landmines remain the most deadly and destructive obstacles to our work in post-conflict societies.

Whether it is the rebuilding of infrastructure, the repair of homes or, most importantly, the return of refugees, landmines are enemy number one. In countries as diverse as Angola, Cambodia and Bosnia, we have seen how the long and hard work of post-conflict rehabilitation is marred many years into the future by the presence of landmines.

Though civilians, of course, are the first and foremost victims of mines, we should

not forget that the very work of peacekeeping and peacebuilding is imperilled by landmines.

You have embarked on a mission of genuine promise. The universal revulsion at the use of landmines has reached unprecedented levels.

Even within military circles, there is a growing conviction that landmines are as great a threat to those who plant them as to anyone else. There is a widening consensus that the strategic utility of anti-personnel mines is marginal, and that in the growing number of conflicts with fluid frontiers, defensive minefields limit operational actions rather than enable them.

Finally, it is development itself that is held hostage to the curse of landmines. Developing countries are too often twice cursed — with poverty and with war — landmines being the most permanent, the most destructive wound of war. Without their elimination, refugees will be far less able to return, idle fields will be far less accessible, and peace itself will be elusive.

That is why your work is so important, that is why your aim of a complete ban holds such promise for imperilled millions around the world, not only the citizens but also the soldiers at risk. I salute you for your vision. I look forward to seeing you in Ottawa.



Wazir Hammad (9), landmine victim at Wazir Hosital, Kabul, Afghanistan.

Photo: Robert Semeniuk



## *Diana, Princess of Wales*

### **A Tribute to the World's Most Effective Volunteer**

I first met Diana, Princess of Wales in the 1980s when I was Chief Executive of the Royal National Institute for the Deaf and she was Patron of the Commonwealth Society for the Deaf. We were introduced to deaf people at the same time, and we decided to learn sign language. She was keen to show deaf people that she cared and the ability to communicate with them in their own language was important to her. Communication was vital to her. She was able to communicate with almost anyone, whether a president of a country or a victim of a landmine.

#### ***The global ban on landmines is a fitting and lasting tribute to her life.***

I started at the Red Cross in January 1991, just before the Gulf War, and was pleased to discover that Diana, Princess of Wales was a Patron of the Red Cross Youth. Although very committed, she had much more to offer to the Red Cross. At our first meeting, she expressed a desire to work with our international

programs and other programs in the U.K. I was fortunate to travel with Diana to many destinations, both in the U.K. and overseas.

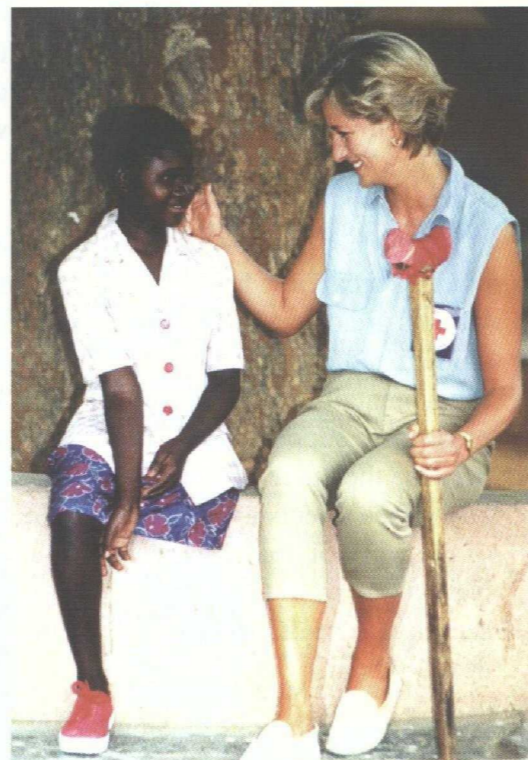
My first overseas visit with Princess Diana was when she came to meet us in Hungary on the Croatian border. There she talked to Croatian refugees, and I could not help but notice the effect she had on Pietre, a young boy separated from his parents. She was so caring and supportive of him that she left him feeling hope for the future. When I returned to the area for a second visit, I met with Pietre and he recounted the effect she had on him.

The highlight of our tours was the visit to Angola earlier this year. The Princess called me and wanted to talk about landmines. She had received a lot of information about landmines from the Red Cross and other organizations. She wanted to know whether the situation was a real tragedy or not. After I explained the issue, she was convinced that she could make a real contribution.

While the Angola visit was the first time that Diana

travelled in the capacity as a worker, the tour had a tremendous effect. I'm told that more than 90 million people watched the BBC documentary "Diary of a Princess." I suspect that this is a conservative estimate, as the documentary has aired three times in the U.K. The Princess often combined her empathetic nature with her ability to use the media to highlight a cause about which she really cared.

My last visit with her was to Washington in July, where we launched the American Red Cross Campaign for



Princess Diana comforts young landmine victim in Angola.

*Photo compliment of British High Commission, Ottawa*

## **The Time to Destroy These Weapons is Now**

A roaring explosion on November 3 destroyed Canada's last operational anti-personnel mines in a vivid demonstration of Canada's commitment to the treaty banning these weapons.



Anti-Personnel Landmines. As the guest of honour at this fund-raising event, Princess Diana helped raise \$650,000. Who else could do that?

Had Princess Diana lived, she would have continued to help make the world a better place. Her love of people and her wish to focus on those causes that she thought important, drove her to do more.

At the time of writing, I can't really believe that she is dead and that she will not pick up the phone and chat about her latest idea. The world owes her an enormous debt. I will miss her greatly, as will the Red Cross and Red Crescent movement worldwide.

Mike Whitlam  
Director General  
British Red Cross

Nobel Peace Prize winner and International Campaign to Ban Landmines Co-ordinator, Jody Williams, Prime Minister Jean Chrétien, Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy, Defence Minister Art Eggleton and members of Mines Action Canada gathered at Connaught Range near Ottawa to witness the event.

"It's important, if we are going to take a leadership role among the world community, that the Canadian Forces set an example," said Minister Eggleton. "Today we've brought the last 100 mines here to demonstrate this leadership by example."

In the past year, the Canadian military destroyed most of the 30,000 anti-personnel landmines it had left in its arsenal. Previously, in 1996, it destroyed 63,000 mines.

As permitted under the treaty, the Canadian Forces have retained fewer than 2000 anti-personnel mines for research and development of mine detection and clearance equipment, and for training military personnel in demining operations. Canadian military personnel will continue to train local people in demining techniques in places like Cambodia and Bosnia. In recent years, they have done similar training in Afghanistan, Kuwait and Rwanda.

Minister Eggleton said the Canadian Forces are sending an important message to their counterparts around the globe that the time to destroy these weapons is now.





*Minister Axworthy accepts AP Mine Ban Convention from former Minister of Foreign Affairs, Norway, Bjorn Tore Godal at United Nations General Assembly.*

*L'ancien ministre norvégien des Affaires étrangères, Bjorn Tore Godal, remet la Convention d'interdiction des mines antipersonnel au ministre Axworthy, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies.*

*Photo: DFAIT/MAECI*

*Nobel Prize winner, Jody Williams, at Oslo NGO Forum.*

*Jody Williams, coordonnatrice de la CIMT et lauréate du Prix Nobel de la paix, au forum des ONG à Oslo.*

*Photo: DFAIT/MAECI*



*"OMAR" deminer working near Kandahar, Afganistan.*

*Spécialiste du déminage de l'OMAR à l'oeuvre près de Kandahar, en Afghanistan*

*Photo: DFAIT/MAECI*



*Landmine victim and spokesperson for ICBL Cambodia, Tun Channereth, greets Canadian Minister of Foreign Affairs, Lloyd Axworthy during Oslo negotiations.*

*Tun Channereth, victime des mines et porte-parole de la CIMT au Cambodge, accueille le ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy lors des négociations d'Oslo.*

*Photo: DFAIT/MAECI*